

Nouvelle-Calédonie : un cataclysme social à venir si l'Etat n'est pas au rendez-vous

« Un peu plus de quatre mois se sont écoulés depuis le 13 mai, date du début des émeutes en Nouvelle-Calédonie, qui ont entraîné la destruction de plus de 800 entreprises dans le secteur du Grand Nouméa, autour de la capitale de l'archipel où est principalement concentrée l'activité économique.

Et en l'espace de quatre mois, les chiffres donnent le vertige, dans cette collectivité française de 270 000 habitants bénéficiant d'une très large autonomie : sur les 68 000 salariés que comptait le secteur privé avant la crise, près de 30 000 emplois sont fragilisés, au chômage partiel ou total. Les conséquences sont dramatiques : une contraction du PIB estimée pour l'heure à 20%. Les pertes d'emploi, l'insécurité régnante et l'ambiance anxiogène ont entraîné de nombreux départs de familles de l'archipel, ne faisant qu'accélérer la chute de la consommation.

Tous les secteurs d'activité subissent les effets de cette crise d'une ampleur inédite : l'économie ne peut plus compter sur le secteur de la métallurgie et du nickel, traditionnel socle, lui aussi en crise depuis de nombreux mois faute d'entente politique. Les collectivités locales suradministrées ne bénéficient plus des retombées fiscales du secteur privé et sont, elles aussi, en cale sèche. Et cerise sur le gâteau, la vacance du pouvoir au sommet de l'Etat n'a rien arrangé aux affaires calédoniennes, en étirant de manière insupportable le calendrier.

Car depuis le début de cette crise, les chefs d'entreprise doivent composer avec des aides de l'Etat nettement insuffisantes pour pallier les pertes d'exploitation. Ils manquent complètement de visibilité, alors que les annonces des mesures d'aides au financement du chômage partiel ou les aides aux coûts fixes sont renouvelées au mois le mois.

Ce que redoute à présent le monde économique, c'est une crise sociale qui promet d'être cataclysmique si l'investissement de l'Etat n'est pas à la hauteur des enjeux, lui qui a été incapable d'assurer la sécurité des biens et des personnes, laissant brûler commerces et entreprises aux premiers jours de la crise.

Si le gouvernement a une priorité numéro un, celle du budget, le dossier calédonien doit être le numéro un bis. »

Nicole MOREAU

Présidente de la CPME Nouvelle-Calédonie